

TEXTE D'ORIENTATION ÉMANCIPATION

Pour une orientation de lutte dans le SNESup-FSU !

La machine de guerre libérale contre l'Education poursuit dans l'enseignement supérieur la mise en œuvre du processus de Bologne et de l'agenda de Lisbonne. Associée à l'austérité budgétaire, et à la généralisation de la précarité, cette offensive marque la détermination du gouvernement d'en finir avec les services publics, à travers les garanties d'indépendance, les statuts et les conditions de travail de leurs personnels. L'heure est à la casse du système public d'éducation considéré comme un obstacle à la politique préconisée par la Commission européenne, relais du capitalisme mondial dont la CES et la nouvelle CSI sont des auxiliaires zélés. On n'en est plus au compromis social, mais au lieu de se préparer à une lutte déterminée, les directions syndicales persistent à miser sur d'illusaires « dialogue social » et « reconnaissance de la représentativité »...

**Halte au recentrage syndical,
non à la CSI !**

Ce pouvoir ne craint pas plus une éventuelle alternance politique qu'un sursaut syndical. En effet, parallèlement au recentrage politique, on assiste à une involution des confédérations « historiques » vers un syndicalisme d'adaptation aux logiques libérales. Ce « syndicalisme » de lobbying aligné sur le modèle européen de la CES a trouvé son aboutissement dans la Confédération Syndicale Internationale hyper-réformiste rejointe après la CFDT par la CGT... Ce sont ces nouvelles affiliations internationales que la FSU voudrait imposer. Très critique et combatif au départ envers les politiques européennes, le SNESup a changé de cap pour rejoindre l'Internationale de l'Education (IE). A ce titre, il est associé au Sommet des ministres européens de l'éducation qui évalue les « avancées » du processus de Bologne ! Désormais sa direction soutient l'adhésion de la FSU à la CSI qui cadenassera toutes les initiatives de résistance.



Ce recentrage de la co-direction A.S/E.E du SNESup compromet gravement l'avenir des services publics de l'éducation, des statuts de ses personnels, mais aussi le devenir du syndicalisme dans l'enseignement supérieur par les incidences de ce glissement sur les revendications.

Stopper la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche

La libéralisation du « marché » de l'enseignement supérieur se poursuit dans le sens d'une réduction et d'un formatage des études universitaires aux demandes des patrons ; par l'adaptation des étudiantEs au marché du travail à travers la généralisation des notions de compétence et de certification au détriment des qualifications, par la recherche systématique de partenariat avec les entreprises, transformant les personnels en quêteurs afin d'équilibrer les budgets de misère découlant de la LOLF, et par la sponsorisation directe de la recherche et des filières de pointe.

C'est une triple dérive techniciste, professionneliste et économiste. Le SNESUP doit lutter contre les formes programmées de sélection sociale des étudiantEs, ou de nationalités pour les étrangerEs. Il doit dénoncer le management capitaliste bureaucratique des universités, le contrôle social autoritaire des personnels et la surcharge des tâches, la **politique du fait accompli et de l'urgence justifiée par l'argument**

technocratique des évaluations et des audits.

Refuser la mise en concurrence des formations et des établissements

Le **rappel Hetzel** annonce une nouvelle offensive pour l'inféodation au patronat des formations supérieures. Après la mise en place par Lang, puis Ferry, des formations LMD dont l'objectif, outre la concurrence entre universités, était aussi de développer des cursus professionnels en parallèle aux

formations générales et de limiter l'accès aux études longues, le ministre vient de présenter un projet de diplôme « unique » de Master mettant sur le même plan les deux finalités (professionnelle et recherche) pour mieux contingenter ces dernières. Avec en prime la fin du monopole public de collation des diplômes.

▼
**Une politique
du fait accompli et de l'urgence
utilisant le prétexte
des évaluations et des audits.**
▲

Le regroupement des universités en PRES, articulés aux nouveaux dispositifs de pilotages régionaux, accompagne les **politiques de mise en concurrence régionale inscrites dans l'agenda de Lisbonne** et la mise en conformité aux normes de compétitivité de Shanghai. Ces concentrations vont servir à éliminer des formations insuffisamment utilitaristes, à redistribuer les moyens entre les « pôles d'excellence » et les autres, et à mettre la pression sur les enseignants-rechercheurs. À tout cela le SNESup oppose des « mesures-phares » d'un plan d'urgence pour « un effort de redressement national » (sic !).



Défendre une formation commune des enseignantEs indépendante des hiérarchies

La formation des enseignantEs est un point clé du système éducatif. La direction du SNESup n'a pas pris la mesure de ce qu'implique l'intégration des IUFM à l'Université, en particulier au niveau des enjeux pour la formation. De graves menaces pèsent aussi sur l'INRP. La situation nécessite une mobilisation collective pour garantir **une formation commune permettant d'aller vers un corps unique de tous les personnels de l'éducation nationale**.

Les IUFM doivent avoir une réelle autonomie de fonctionnement garantissant une **indépendance par rapport aux autorités locales, rectoriales et corps d'inspection**. Il faut défendre un concours national de recrutement et non un recrutement niveau master, qui ouvre la voie à l'embauche par des chefs d'établissement ou des pouvoirs politiques locaux, signifiant à terme la disparition du recrutement statutaire.

Enseigner est un métier qui s'apprend. Nous devons imposer la **reconnaissance d'une « professionnalité enseignante »**

fondée sur une formation théorique **en liaison constante avec la recherche** et dans laquelle les phases de « mise en situation » permettent une observation méthodique du travail, guidée par des collègues expérimentéEs. Ce qui implique de véritables équipes pluri-catégorielles de formateurEs, et l'exclusion des corps d'inspection des formations initiales et continues.

Un projet d'école émancipatrice a besoin **d'enseignantEs critiques qui conçoivent (et non formatéEs à l'exécution de directives)**, capables de prendre leurs distances et de refuser toute décision inique. Il repose aussi sur **un recrutement qui ne soit pas le résultat de la sélection sociale**, particulièrement présente dans le parcours conduisant à l'enseignement.

Faire vivre les structures démocratiques des personnels et étudiantEs en lutte, AG, coordinations.

Réaffirmer le principe politique de laïcité

L'existence d'universités privées richement dotées face aux formations a minima, écourtes et utilitaristes, contribue à la remise en cause d'un système public d'éducation démocratique, laïque, gratuit et accessible à touTEs. La laïcité est aussi la condition d'une éducation émancipatrice de la personne, c'est le droit à la discussion critique et publique de toutes les idéologies, y compris religieuses, et de tous les discours, y compris savants. Seules les **luttes pour une instruction et une culture universelles et internationnalistes** pourront faire échec à tous ceux qui veulent enfermer les personnes dans l'ignorance et des schémas communautaristes rigides et xénophobes.

Faire de la lutte contre la précarité une priorité !

La précarité est développée délibérément par le patronat et l'État, enseignement supérieur et recherche en tête ! Elle fournit une main-d'œuvre peu chère, aux capacités de résistance collective amoindrie face au poids des hiérarchies locales et des mandarinats. **L'ensemble du mouvement syndical doit faire de la lutte contre la précarité une priorité !** C'était le sens de la proposition de campagne nationale d'action faite par *émancipation, Ensemble et Pour un Syndicalisme*

de Lutte au congrès de la FSU qui a refusé de s'engager ! Le bilan des « protocoles de résorption de la précarité » est désastreux. Toutes les réponses partielles pérennissent la précarité, en légitimement de nouvelles formes, et contribuent au démantèlement des garanties statutaires, professionnelles et sociales. Pour en finir réellement avec la précarité, la revendication qui s'impose est la **titularisation immédiate sans conditions de concours ni de nationalité de touTEs les précaires** déjà recrutéEs, y compris celles et ceux qui ont été licenciéEs, assortie de l'**arrêt de tout recrutement de personnel non titulaire**.



Construire et renforcer les résistances à l'offensive libérale

Pour un syndicalisme

- **Au service des luttes :** le SNESUP doit s'employer à construire les luttes à partir des secteurs les plus mobilisés pour les étendre et favoriser les convergences. Pour cela, il doit faire vivre les structures démocratiques des personnels et étudiantEs en lutte (AG, coordinations...), informer syndiquéEs et médias de leur existence, faire des propositions syndicales d'actions unitaires.

- **Recherchant l'unité la plus large et la revendication qui rassemble**, défendant les plus démunieEs, au plus près des revendications et des formes d'actions des acteurEs des luttes, plutôt qu'un intersyndicalisme de sommet alignant les forces les plus actives sur les moins mobilisées. Nous devons appuyer les mobilisations étudiantes sans exclusives. Il faut aller vers la **(ré)unification syndicale avec droit de tendance** au lieu de pousser à la concurrence et au cloisonnement suicidaire.

- **Indépendant des églises, des pouvoirs patronaux et politiques.** Refusons toute domestication du syndicat dans des groupes de pilotage, commissions... et face aux Régions et aux Présidents d'Université !

- **Solidaire et émancipateur :** soutenant les peuples en lutte, **défendant les personnels, étudiantEs... victimes de répression antisyndicale, disciplinaire et/ou judiciaire**. Mais aussi les **sans-papiers** (y compris par la désobéissance civile), pour la régularisation de touTEs et l'arrêt des expulsions. Luttant pour l'abrogation de la *loi de prévention de la délinquance*. Et veillant, y compris dans notre propre secteur, aux discriminations sexistes.

Pour changer le monde, ne comptons que sur nos luttes : travaillons à rendre possible la grève générale interprofessionnelle nécessaire pour contrer l'offensive capitaliste et donnons-nous les outils syndicaux pour cela !

Votez et faites voter pour Émancipation

SIGNATURES

AMADÉI Henri (*RETRAITÉ*), BRAUD Claude (*LA ROCHELLE*), COLIN Antoine (*LA ROCHELLE*), COQUET François (*LE HAVRE*), DEKNUYDT Bernard (*MONTPELLIER*), DENISOT Joël (*MARSEILLE*), DOLLO Christine (*AIX*), HUGOT Georges (*BÉZIERS*), KNAPP Alfred (*LA ROCHELLE*), LEFRANC Yannick (*STRASBOURG*), MATHERON Yves (*TOULOUSE*), MOUNIER Stéphane (*Toulon*), ROCHE Anne (*AIX*), TORSET Didier (*DIJON*), VALIENTE Jean-Claude (*MARSEILLE*).
 Contact : er.emancipation@free.fr.